

Motion de l'UMR 7324 CITERES sur la Liberté de recherche et d'enseignement Votée en assemblée générale du 12 mars 2021

L'Assemblée Générale de l'UMR 7324 CITERES, réunie le 12 mars 2021, souhaite exprimer avec force le rejet des propos de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Madame Frédérique Vidal émis le 14 février 2021¹ et réitérés le 21 février², visant à restreindre la liberté académique des chercheur.es sous couvert de contrer ce qui est dénommé de façon confuse « islamo-gauchisme ». Les membres de CITERES s'opposent énergiquement à la logique inquisitoire selon laquelle une enquête devrait être menée pour identifier les recherches et les chercheur.es accusé.es de complicité avec l'Islam radical et/ou ayant une activité militante. Sont ainsi visées toutes les études qui ont une retombée sur la compréhension des sociétés et la mise en question des pratiques inégalitaires. De ce point de vue, faire résonner les voix des classes sociales moins favorisées et marginalisées, parmi lesquelles les citoyen.nes de confession musulmane sont nombreux.ses, devient, pour Mme la Ministre et, plus en général, pour le gouvernement en charge, si l'on en juge des déclarations faites en octobre 2020 par le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports Jean-Michel Blanquer³, un crime qu'ils qualifient comme « islamo-gauchisme », en assumant une définition chère à l'extrême-droite⁴.

Comme l'a déjà souligné officiellement la direction du CNRS le 17 février 2021⁵, le terme d'« islamo-gauchisme » ne relève d'aucune réalité scientifique. Dans le même sens, les déclarations de Madame la Ministre ont été critiquées par la CPU⁶, par le Conseil Scientifique de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS⁷ et par l'alliance ATHENA⁸ qui, dans l'intention du Ministère de l'Enseignement, aurait dû mener l'enquête sous la supervision du CNRS.

Les axes de recherche de l'UMR 7324 CITERES de Tours interrogent dans leur grande majorité les thèmes qui sont aujourd'hui l'objet de cette violente stigmatisation. Urbanistes, géographes, sociologues, anthropologues et historien.nes, entre autres, côtoient et étudient les identités, les altérités sociales, les marginalisations, les politiques publiques visant les configurations socio-spatiales, l'héritage de la colonisation tant dans les pays anciennement colonisés qu'en France. Accepter l'ingérence du gouvernement pour qu'il vérifie et sanctionne la présumée non-conformité des recherches aux valeurs de la République, a un profond impact sur le déroulement des activités normales d'enseignement et de recherche ; signifie instaurer un climat de suspicion et de délation qui fait écho aux pires pages de l'histoire, comme d'ailleurs le démontre déjà la publication d'une véritable liste de proscription, créée à partir des personnes qui ont adhéré aux pétitions demandant la démission de Mme Vidal.

Ce climat risque d'amener de nombreux.uses collègues, tant dans la recherche que dans l'enseignement, à l'autocensure, d'autant plus qu'elles/ils se trouvent déjà confronté.es aux

¹ <https://www.cnews.fr/france/2021-02-21/islamo-gauchisme-luniversite-frederique-vidal-souhaite-quon-releve-le-debat>

² <https://www.lejdd.fr/Politique/exclusif-vidal-persiste-sur-lislamo-gauchisme-je-veux-une-approche-rationnelle-et-scientifique-du-sujet-4026650>

³ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/10/23/polemique-apres-les-propos-de-jean-michel-blanquer-sur-l-islamo-gauchisme-a-l-universite_6057164_3224.html

⁴ <https://politoscope.org/2021/02/islamogauchisme-le-piege-de-lalt-right-se-referme-sur-la-macronie/>

⁵ <https://www.cnrs.fr/fr/l-islamogauchisme-nest-pas-une-realite-scientifique>

⁶ <http://www.cpu.fr/actualite/islamo-gauchisme-stopper-la-confusion-et-les-polemiques-steriles/>

⁷ [https://www.cnrs.fr/comitenational/csi/reco/Recommandations/INSHS/18-02-](https://www.cnrs.fr/comitenational/csi/reco/Recommandations/INSHS/18-02-21_CSI_InSHS_Recommandation_lislamo-gauchisme.pdf)

⁸ [CSI_InSHS_Recommandation_lislamo-gauchisme.pdf](https://www.alliance-athena.fr/communiquede-lalliance-athena-du-18-fevrier-2021/)

⁹ <https://www.alliance-athena.fr/communiquede-lalliance-athena-du-18-fevrier-2021/>

difficultés provoquées par le sous-financement de la recherche et la crise sanitaire et que la précarité de bon nombre d'entre elles/eux constitue un terrain propice au chantage de la part des autorités appelées à renouveler les contrats et à financer des recherches.

Menacer d'une enquête, stigmatiser des théories, des thèmes de recherche et des méthodologies qu'on qualifie « nord-américaines », mais qui ont une partie de leurs origines dans les écrits d'intellectuel.les universellement reconnu.es et qui représentent le tremplin de nouvelles approches tant dans les universités latino-américaines (depuis plus de vingt ans) que dans les universités africaines, constitue une violation patente du principe d'indépendance de la science et des libertés académiques, institutionnalisé par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (décision n°83-165 DC). Cela signifie, concrètement, que les enseignant.es et les chercheur.es se trouveront dans l'impossibilité d'étudier et de transmettre à leurs étudiant.es les principes d'un savoir critique qui, seul, permet aux sciences de progresser.

Pour toutes ces raisons, l'UMR 7324 CITERES exprime sa grande inquiétude et appelle à la vigilance contre toute tentative qui pourrait contrevenir aux fondements d'une recherche et d'un enseignement libres, soumis aux évaluations par les pairs.